

### Données démographiques (2010, WPP 2012)

Population :	21,1 millions
Enfants de moins de 5 ans :	3,4 millions
Taux de croissance de la population :	2,84 %

### Données sur la nutrition (EDS 2008-2009)

Retard de croissance :	50,1 %
Émaciation :	15,2 % (2004)
Faible poids à la naissance :	12,7 %
Surpoids :	6,2 %
Allaitement maternel exclusif :	50,7 %

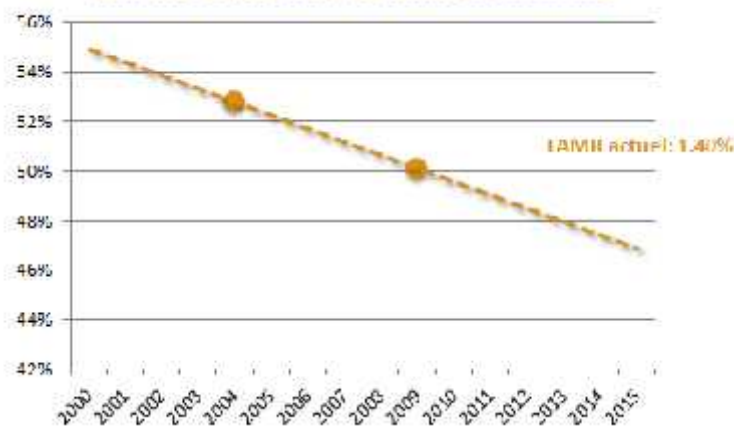
### Plan d'action national de Nutrition (PNAN II) (2012-2015)

Coût total (4 ans)	138,2 millions de dollars US
Coût annuel :	34,6 millions de dollars US
Coût annuel par habitant :	1,45 dollar US

### Ventilation :

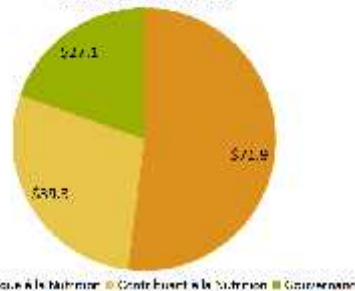
Interventions spécifiques à la nutrition :	52,0 %
Approches contribuant à la nutrition :	28,4 %
Renforcement de la Gouvernance :	19,6 %

Tendance de réduction du retard de croissance



\* Taux annuel moyen de réduction, source de données : OMS, EDS 2008-09

Coût total sur 4 ans (en millions de dollars US)



■ Spécifique à la Nutrition ■ Contribuant à la Nutrition ■ Gouvernance

## Couverture des interventions spécifiques à la Nutrition

### Bonnes pratiques de Nutrition

Allaitement maternel exclusif (0-6 mois)	50,7 % <sup>1</sup>
Allaitement complémentaire avec au moins 4 groupes par jour (6-23 mois)	62,8 % <sup>1</sup>

### Apport en vitamines et minéraux

Traitement de la diarrhée au zinc	1,4 % <sup>1</sup>
Femmes enceintes faisant 4 visites prénatales ou plus (indicateur de la supplémentation en fer et acide folique)	49,3 % <sup>1</sup>
Déparasitage (12-59 mois)	69,1 % <sup>1</sup>
Supplémentation en Vitamine A (6-59 mois)	72,2 % <sup>2</sup>
Utilisation de sel iodé dans les ménages	52,6 % <sup>1</sup>

Données complètes sur la couverture du traitement de la malnutrition aiguë, et l'enrichissement en micronutriments non disponibles

Source: <sup>1</sup>EDS 2008-2009; <sup>2</sup>UNICEF 2013

### Madagascar dans le Mouvement SUN

Madagascar a adhéré au Mouvement SUN en février 2012 et nommé le Coordonnateur national de l'Office national de Nutrition (ONN logé au sein du Bureau du Premier Ministre) en tant que Point focal SUN du Gouvernement. L'ONN, créé en novembre 2004, a pour mandat de superviser la coordination multi-sectorielle de la politique nationale de Nutrition à travers la mise en œuvre du *Plan National d'Action pour la Nutrition* (PNAN). L'UNICEF agit en tant que représentant des donateurs du SUN. Les donateurs se réunissent tous les trimestres pour l'appui technique et financier.

### Plan National d'Action pour la Nutrition de Madagascar

Le deuxième *Plan National d'Action pour la Nutrition* de Madagascar (PNAN II), ratifié en juillet 2012 était

le résultat d'un processus de planification multisectorielle collaboratif menée par l'ONN, engageant de nombreux intervenants clés de la Nutrition. Il s'agit d'un plan détaillé avec un fort accent multisectoriel.

### Coût du Plan national d'action pour la Nutrition

Le coût total du PNAN II sur quatre ans est d'environ 138 millions de dollars, soit en moyenne 35 millions de dollars par an avec un coût annuel par habitant de 1,5 dollar US

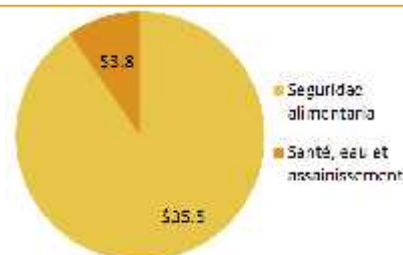
### Coût des Interventions spécifiques à la Nutrition sur 4 ans

Les interventions spécifiques à la Nutrition ont coûté 71,9 millions de dollars, ce qui représente environ la moitié du coût total du PNAN II. Environ 50 % sont alloués à de bonnes pratiques de nutrition et plus d'un tiers alloué au traitement de la malnutrition aiguë.



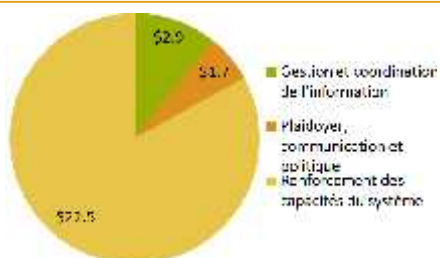
### Coût des approches contribuant à la Nutrition sur 4 ans

Les approches contribuant la Nutrition représentent 39,3 millions de dollars, soit près de 28 % du coût total du Plan. L'essentiel de coût est affecté à des approches de sécurité alimentaire.



### Coût du renforcement de la gouvernance sur 4 ans

Le renforcement de la gouvernance pour la mise en œuvre des approches spécifiques ainsi que des approches contribuant à la Nutrition représentent les 27,1 millions de dollars US restants, soit environ 20 % du coût total du PNAN II.



Le PNAN II est soutenu à part entière par la hiérarchie gouvernementale et l'engagement pour l'approche multisectorielle est ferme. Les activités du PNAN II sont actuellement menées par deux structures à savoir le PNNC (Programme National de Nutrition Communautaire) et le Programme de Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle (PSN). Le PNNC fonctionne au niveau communautaire en mettant l'accent sur l'Axe stratégique 1 du PNAN II : Prévention de la malnutrition : Le PSN se concentre sur les axes stratégiques 2 et 4 du PNAN II, la Nutrition et la sécurité alimentaire des groupes vulnérables et la réhabilitation d'urgence et le développement afin de réduire le risque de malnutrition dans les régions sujettes aux situations d'urgence.

### Engagements de financements nationaux et de donateurs

Le PNAN II est fortement tributaire de l'aide extérieure d'autant que le Gouvernement engage ses ressources limitées à la stabilisation macroéconomique. L'appui budgétaire du Gouvernement pour la Nutrition est axé sur le financement de l'ONN et d'un programme de Nutrition à base communautaire à grande échelle. Les ministères reçoivent peu de fonds pour leurs activités de nutrition. Par exemple, selon les rapports, le financement public du Ministère de la Santé pour des interventions de Nutrition équivaut à 0,3 pour cent du budget. Le soutien des donateurs internationaux est toutefois en baisse par rapport au niveau de stabilisation politique. Il est probable que 2013/2014 soit une année plus difficile pour le financement par rapport à 2012.

### Déficit de financement

Malgré un budget et un plan modestes et réalistes, il existe toujours des déficits de financement.

### Domaines clés

Les domaines clés pour Madagascar sont :

- Les résultats des prochaines élections prévues pour juillet 2013, qui peuvent permettre aux donateurs de se réengager en faveur des plans de soutien à long terme, au travers de mécanismes de coordination du Gouvernement.
- L'intensification de l'engagement au niveau régional pour s'assurer que les activités adaptées aux besoins spécifiques des différentes régions sont bien prises en charge.
- L'amélioration de la coordination au niveau régional, le suivi et l'évaluation efficace des activités.
- La sensibilisation des décideurs à mobiliser des ressources du Gouvernement après l'élection.